

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 4 (1976)

DOI: 10.11588/fr.1976.0.48873

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

besonders die Politik Casimir Périers und das in der Forschung kaum beachtete Soutt-Gesetz von 1832.<sup>2</sup> Verfolgt werden auch die Aktivitäten der Republikaner und Bonapartisten in der Armee, in wie weit Angehörige der bewaffneten Macht Mitglieder in Vereinigungen wurden, deren Ziel die Beseitigung der Monarchie von 1830 war (z. B. *Les Droits de l'Homme*). Am Beispiel der gescheiterten Aufstandsversuche in Lunéville (1834) und Straßburg (1836), organisiert von Republikanern bzw. Bonapartisten, zeigt Porch, daß für derartige Aktionen in der Armee der notwendige Rückhalt fehlte. Beteiligt waren in der Mehrzahl, und das weist der Verf. anhand statistischen Materials nach, Portepeeunteroffiziere, die jede Hoffnung auf Aufstieg in Offiziersränge verloren hatten und deren Frustration und Verbitterung mit ihrer sozialen Lage geschickte Agitatoren politisch umzusetzen versuchten. Republikanische Ideen fanden nur dort einen Nährboden, wo Unzufriedenheit mit den Bedingungen des Dienstes verbreitet war. Nach 1834 fehlte den Republikanern auch die erforderliche Massenbasis. Die Reformen und Verbesserungen in der Armee nach 1832 ließen auch die politische Opposition gegen das Regime zu einem unbedeutenden Faktor werden. Sie hatten die Aufstiegsmöglichkeiten in der Armee verbessert, die persönliche soziale Sicherheit des Einzelnen verstärkt und der Armee Stabilität verschafft. Die neue Organisation versprach unter jedem Regime Kontinuität. Die Armee nahm daher 1848 nicht für die Julimonarchie Stellung, sondern wurde erst aktiv als eine Radikalisierung eintrat. Das Losschlagen der Armee gegen die revolutionäre Bewegung im Juni 1848 wurde zum Startsignal für die europäische Gegenrevolution. Fortan blieb die französische Armee über ein Jahrhundert loyal gegenüber der Regierung.

Trotz vieler interessanter neuer Ergebnisse bleibt Porch's Arbeit letzten Endes doch unbefriedigend. Dem Anspruch, unter dem er antritt, wird er nicht gerecht. Was er bietet sind hilfreiche Teilaspekte eines Themas, das mit seiner Arbeit noch nicht als abgeschlossen gelten kann, auch wenn der Titel dies anzudeuten geneigt ist.

Wolf D. GRUNER, München

Jürgen SCHNEIDER, *Handel und Unternehmer im französischen Brasiliengeschäft 1815–1848*, Köln-Wien (Böhlau-Verlag) 1975, 8°, VI–649 p. (Forschungen zur internationalen Sozial- und Wirtschaftsgeschichte N° 9).

*Les débuts de la renaissance d'une marine de commerce française après les guerres de la Révolution puis de l'Empire sont seulement connus dans leurs grandes lignes et il faut se féliciter de voir un ouvrage aussi documenté et aussi précis apporter aux jugements traditionnels, trop souvent hâtifs les retouches qui s'imposent. L'originalité des relations franco-brésiliennes ne tient pas seulement à la situation changeante de cette possession portugaise devenue empire indépendant dès 1822, mais à la complexité même des relations entre les deux bords de l'Atlantique, les relations se faisant par l'intermédiaire de bâtiments de toute l'Europe et la France jouant un rôle non négligeable de transit, en particulier vers la Suisse.*

L'ouvrage se partage ainsi en deux parties, l'une consacrée aux problèmes européens du commerce franco-brésilien, l'autre à leurs homologues américains.

Après avoir dégagé les grandes lignes des conditions du commerce, aussi bien sur

<sup>2</sup> MONTEILHET, J., *Les Institutions militaires de la France*, Paris, 1936.

le plan des moyens maritimes que sur celui des techniques, de la navigation en général ou des lignes régulières l'auteur étudie les objets de ces échanges, les exportations françaises vers le Brésil et inversement, ainsi que les conditions pratiques du commerce, les lois et règlements des deux pays, le partage du travail entre les armateurs, les négociants et les consignataires. Il souligne la coopération des hommes d'affaires de Paris, de Rouen, mais aussi de Marseille ou de Bordeaux à ce commerce auquel s'associent des négociants suisses, soit depuis leur pays soit par l'intermédiaire de correspondants au Havre qui ne cesse de s'affirmer comme le port le plus important pour les échanges de la France avec toute l'Amérique du sud, et même l'Amérique centrale. Cette dernière, et particulièrement les Antilles concurrençait d'ailleurs directement les productions brésiliennes, et les principes du pacte colonial réservant un traitement privilégié aux produits antillais français contribuaient à réduire les échanges avec le Brésil.

La seconde partie met en relief le rôle des commerçants tant français que brésiliens dans la préparation et l'acheminement des cargaisons vers l'Europe. L'importance primordiale de la place de Rio de Janeiro ne cesse de s'affirmer mais les ports du Nord-Est, Bahia et Pernambouc en particulier tenaient encore une place non négligeable au début de la reprise du commerce, avant que ne grandît l'importance de Santos, le grand port d'exportation du café brésilien remplaçant le coton dans les cargaisons pour l'Europe. L'auteur a su mettre de la clarté dans les subtilités de la politique économique de l'empire brésilien et dans l'imbroglio des concurrences entre négociants français, suisses, hollandais, allemands, danois, suédois, anglais, portugais, brésiliens, espagnols, italiens ou grecs sans oublier les nord-américains. Il souligne de même les variations de l'importance relative des divers ports brésiliens dans le commerce avec l'Europe.

Au passage, l'auteur a apporté nombre de détails suggestifs sur une activité économique révélatrice de la complexité des problèmes de cet ordre au temps d'un libéralisme théorique assurément en raison des survivances du «pacte colonial» de l'Ancien régime, mais permettant pourtant des associations complexes, comme l'embarquement de coton brésilien destiné à être réexpédié du Havre vers la Suisse sur un bâtiment venu en premier des villes hanséatiques, ou de peaux salées ou séchées à destination de Marseille par un bâtiment sarde.

La variété des transactions entre le Brésil et la France est d'ailleurs un élément dominant de cet ouvrage. La France importe certes en premier lieu du coton, mais aussi des bois d'ébénisterie ou de teinture comme au temps des premières relations avec le Brésil, mais aussi du sucre, du café, de plus en plus important, du cacao, un des rares produits à ne pas être écrasé de taxes parcequ'il ne concurrence aucune production des colonies françaises, du tabac, des peaux séchées ou salées, provenant parfois du Paraguay, du caoutchouc, et encore de l'or en pépites ou en poudre. Inversement la France exportait des tissus, aussi bien de coton que le lain, de laine ou de soie ou de chanvre, des outils de forgeron ou de chirurgie aussi bien que des sabres d'abattage pour les plantations de canne à sucre ou de la quincaillerie en tous genres, des paux préparées, des papiers et des cartons, des verres, vitres et cristaux, des articles de mode, de l'horlogerie et de la bijouterie, en métaux précieux ou non, des vins et alcools et même du beurre salé.

Le trafic entre la France et le Brésil était d'autre part dans une large mesure entre les mains des armateurs étrangers au moins au début de la période de paix: en 1815, n'étaient entrés au Havre que 4 navires étrangers, mais dès 1823, ils n'étaient plus que 8 contre 33 français et leur nombre ne cessa de suite de diminuer puisqu'il n'y avait plus qu'un seul navire étranger en face de 48 français entrés au Havre en venant du Brésil en 1847. Le port du Havre s'affirmait d'autre part le plus important pour les relations de la France, non seulement avec le Brésil mais encore toute l'Amérique centrale et méridionale dépassant nettement Bordeaux et Nantes qui avaient tenu le premier rang en ce domaine sous l'Ancien régime. Entre 1843 et 1845, ce port avait assuré 68,46% du commerce français avec le Brésil, Marseille 16,85, Bordeaux 12,58 et Nantes seulement 2,11. Pour l'ensemble des transactions avec l'Amérique latine et les Antilles, Le Havre restait en premier rang avec 54,99%, Marseille passant à 19,67, Bordeaux à 20 et Nantes à 5,34%.

La variété des pavillons des bâtiments qui fréquentaient les ports brésiliens était probablement à l'origine des nombreuses maisons de commerce qui se partageaient les transactions dans les divers ports. La part de la France était assurément réduite par les conditions douanières faites aux produits concurrençant ceux des colonies françaises. Il est révélateur à ce point de vue d'observer que la *sociedade francezã de beneficiencia* était concurrencée par des organismes analogues allemand, suisse, et, naturellement, portugais, attestant l'existence de colonies étrangères actives. Le problème le plus important pour la France était celui de l'approvisionnement en sucre et en coton, mais si ce dernier produit ne posait guère de problème intérieur, les progrès de la technique de la fabrication du sucre de betteraves, créant une concurrence entre les producteurs de la métropole et ceux des colonies causait d'interminables débats parlementaires pour la protection du marché national déjà partagé. Le plus curieux est que le seul résultat réel était de faire de la France un pays consommant bien moins de sucre que la Grande Bretagne ou la Belgique. L'auteur souligne en conclusion la responsabilité des conceptions protectionnistes dans la faiblesse des échanges entre la France et le Brésil ainsi que les conditions parfois difficiles dans lesquels les négociants se trouvaient en face de diplomates dont il signale, comme l'avait fait H. CONTAMINE, les trop fréquentes insuffisances.

Cette magistrale étude, appuyée sur une bibliographie largement internationale, tant française que brésilienne, mais aussi allemande ou britannique, a aussi tiré beaucoup des archives aussi bien nationales que départementales ou municipales en particulier des rapports consulaires du ministère français des affaires étrangères. Outre des résumés en français, brésilien et anglais, un index des noms propres et des noms de lieu, ce volume réunit encore de nombreuses annexes, en particulier une indispensable étude des monnaies, des mesures de longueur et de poids utilisés dans les statistiques qui soutiennent les divers chapitres, si riches, d'un ouvrage qui éclaire d'un jour nouveau l'histoire économique des débuts du XIX<sup>ème</sup> siècle.

Jean VIDALENC, Rouen